

DÉMOCRATIE DIRIGÉE...

Divers indices paraissent indiquer que l'appareil communiste a reçu des consignes pour introduire dans les Congrès et assemblées du parti, quelques apparences de vie démocratique. Nous n'en voulons de preuve que dans une émission de *Radio-Moscou*, le 27 juin, où, à propos de la réunion du *Soviet Suprême*, il est déclaré que les députés n'ont pas osé critiquer les ministères et les ministres, qu'ils ne sont bons qu'à opiner du bonnet et à jouer le rôle de perroquets. La même émission conseillait aux députés de tirer leçon des démocraties occidentales où la critique était vivante.

Nous sommes donc assurés qu'un vent démocratique va souffler de haut en bas de la pyramide russe jusqu'aux moindres cellules de l'étranger. Avec cette rapidité de compréhension qui caractérise les fonctionnaires soviétiques de Russie et d'ailleurs, gageons que les régies de libre discussion seront appliquées avec discipline et que pas un mot de ce qu'il faut dire pour être agréable au Kremlin ne sera oublié par les porte-paroles de... l'opposition.

Déjà, aux récentes assises de la bureaucratie communiste française, Johnny Berlioz, député de l'Isère, a été désigné pour faire figure de mécontent. Et tous ceux qui, effectivement, sont les tournants du P.C. et qui estiment que les considérations gouvernementales ou de politique extérieure priment trop les questions de salaires ont pu croire qu'il se trouvait au P.C. des députés qui pensaient comme eux et avaient la possibilité d'exprimer leur point de vue.

Cette caricature de démocratie suffit, paraît-il, à calmer certaines inquiétudes des adhérents et des sympathisants, qui commençaient à se demander s'ils constituaient des régiments pour les grandes manœuvres ou des propagandistes bénévoles pour des mots d'ordre qu'il n'avaient jamais étudiés ou approuvés.

Que signifie cette nouvelle duperie? En premier lieu, que l'Union Soviétique, comme tous les impérialismes, ne peut pas cacher plus longtemps les multiples contradictions qui la déchirent. Obligée à la fois de conserver les moyens de pression intérieure dans tous les pays pour peser sur les gouvernements locaux, et de pratiquer en même temps une politique socialement réactionnaire, il lui faut compartimenter ses activités et changer de visage suivant le public auquel elle s'adresse.

Le mythe de la Russie, «*patrie socialiste*», se dissipe chaque fois que ses représentants interviennent pour résoudre les problèmes de l'heure. Des réactions se produisent un peu partout. Il faut donc mettre toutes les cartes dans son jeu et les abattre suivant les besoins du moment, Attlee, en Grande-Bretagne, peut parler en travailliste quand il s'adresse à ses électeurs ouvriers, en ami de la cause juive quand il traite avec des sionistes, et en arabophile quand il négocie avec les Égyptiens, il n'en demeure pas moins que les véritables motifs qui détermineront son action seront les intérêts supérieurs de l'Empire britannique. De même, les communistes peuvent tour à tour soutenir les revendications ouvrières ou les étouffer, revendiquer Trieste pour Tito en France, et pour Rome en Italie, cela n'a qu'une importance relative, puisque c'est en définitive le Kremlin qui décidera quelle sera la meilleure formule cadrant avec ses besoins impérialistes.

Ces contradictions ne pouvant toujours être dissimulées, et il faut alors feindre devant les foules qu'il s'agit d'opinions divergentes nées de la nature démocratique du système soviétique en Russie, ou des partis communistes ailleurs.

Nous avons vu que les communistes hollandais se trouvent «divisés» sur la question des Indes néerlandaises, les uns soutenant les revendications des nationalistes indonésiens, les autres demandant le maintien des liens entre La Haye et Batavia. Nous avons les communistes arabes adversaires de l'immigration sioniste, et les communistes juifs palestiniens, partisans de l'immigration. Contradictions apparentes, car il ne s'agit que d'instruments toujours prêts, que les services russes manieront au gré des circonstances.